en lien

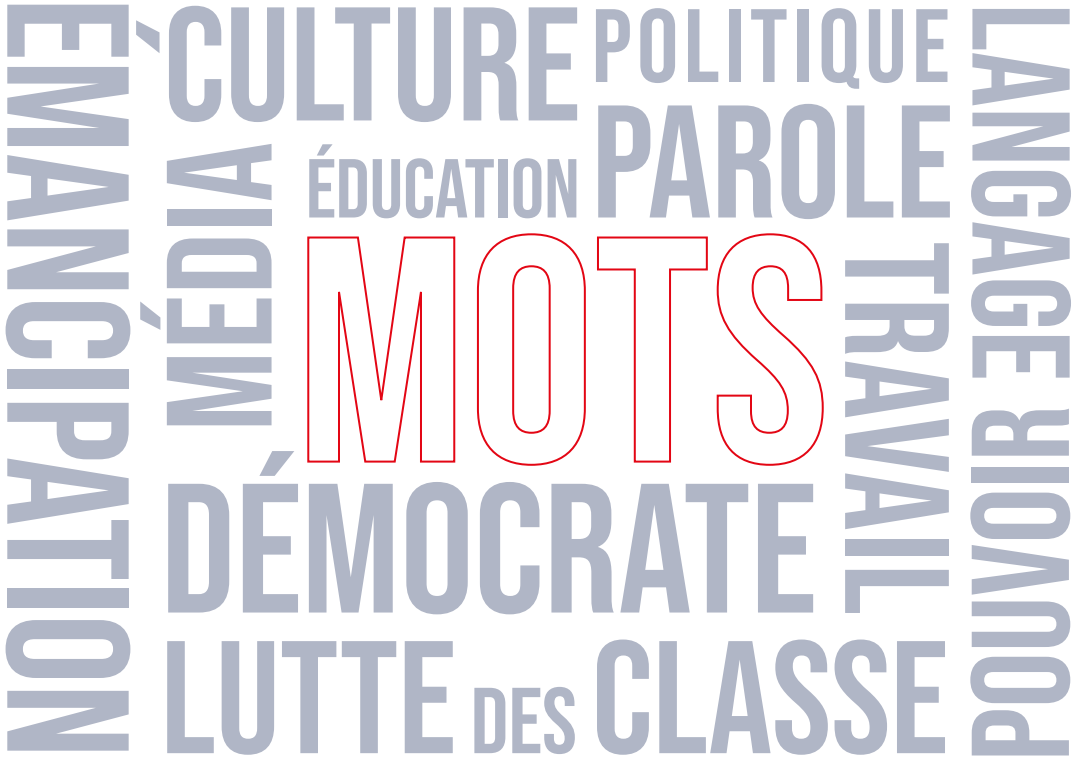
bulletin de liaison du CEPAG MOUVEMENT d'éducation populaire

2020⁴

# LES LUTTES SOCIALES PASSENT AUSSI PAR LES MOTS

JEAN JAURÈS

QUAND LES HOMMES
NE PEUVENT CHANGER LES CHOSES,
ILS CHANGENT LES MOTS.




**Editrice responsable**

Anne-Marie Andrusyszyn
rue de Namur 47
5000 Beez

**Graphisme**

ramdam.be

**Avec le soutien de** FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Avec pour slogan « Les luttes sociales passent aussi par les mots », le CEPAG se penche sur les phénomènes du détournement des mots, leur impact sur la culture ambiante et leurs déploiements politiques. Certains mots ont une valeur symbolique dans l'espace économique et politique et, dès lors, ils sont liés, plus que jamais, aux pouvoirs et à leur propagande de conviction.

Champs économique, politique, de classe, de genre, d'âge, d'origine ethnique… Les mots et leur utilisation participent à la reproduction des liens de subordination et au positionnement social du locuteur.

Le CEPAG, en tant que mouvement d'éducation populaire, se doit, dans cette configuration sociétale particulière faite de crises multiformes, de poursuivre cette analyse critique des mots et du langage dans leurs pratiques au sein de différents discours, plus précisément ceux véhiculés dans les médias.

**L'objectif de cette campagne est l'analyse des mots du pouvoir et la réaffirmation, par les publics populaires, les citoyennes & citoyens, de LEURS mots.**

# CE QUE LES MOTS VEULENT DIRE…

*Anne-Marie Andrusyszyn, directrice*

## LES MOTS

Le détournement de certains mots est le produit d'un contexte socialement et politiquement marqué.

Ils orientent un système commun de représentations qui définit ce qui est acceptable ou non dans la société. Ils sont les agents d'un processus d'inculcation, voire d'un espace de conflit pour maintenir ou modifier telle ou telle représentation.

Parler de « charges sociales » au lieu de « cotisations mutualisées » ; parler d'« atteinte à la liberté du travail » à la place de « défense des conditions de travail et de salaire » quand il s'agit de grève… détermine des rapports de pouvoir dans le champ lexical. Ce qui a été vécu historiquement et a été gagné pour la cause commune, reconnu comme fondamental pour le destin des classes laborieuses est défini comme actes irresponsables et violents par les pouvoirs en place.

De même l'utilisation du concept « capital humain » pour désigner les travailleur·euse·s, réduit ces derniers, actrices et acteurs essentiels de l'économie, à une masse inerte de rentabilité, un stock de compétences au service du capital.

Les discours ambiants insufflent de nouvelles définitions, de nouveaux concepts pour nier la réalité ou lui donner d'autres variables.

Ils gomment l'origine première et symbolique des termes et des actes menés. Le dire et l'agir sont à la merci d'un marché linguistique dont la valeur des mots fixe les règles et mettent les classes sociales en concurrence. La langue officielle devenant la loi pour le profit du capital linguistique et des politiques des dominants, comme l'évoque le sociologue Pierre Bourdieu.

Les mots détournés de leur vérité symbolique et déguisés dans de nouveaux attirails dépossèdent les représentations historiques des classes dominées dans leur combat pour le juste et l'injuste. Ce pouvoir des dominants sur le langage est un acte castrateur.

Les nouveaux termes et concepts utilisés deviennent les vérités reprises communément par les systèmes politiques, économiques, éducatifs entre autres.

Sans en prendre conscience, les classes dominées auxquelles on a usurpé les mots et leur forme de langage, deviennent progressivement complices, sans le vouloir, du développement de ces nouveaux champs sémantiques, en véhiculant les nouveaux concepts et leurs représentations.

Ce vocabulaire de la domination s'inscrit dans la genèse d'une société et en devient la norme.

Ce sont ces rapports de manipulation linguistiques que nous dénonçons car les mots et les discours présupposent des croyances et des agir sociétaux.

Ils ne sont ni neutres ni innocents. Ils sont le médium qui détermine dans les communications institutionnelles et médiatiques, les représentations des pratiques sociales.

Un même mot peut revêtir des représentations ou significations différentes, en fonction de l'appartenance idéologique et du contexte politique. C'est ainsi que le mot « libéralisme » sera, pour les nantis, un système économique qui amène le développement et le progrès tandis que pour d'autres, il est le système économique exploitant les richesses planétaires et le monde du travail.

De même, dans les années '70, le mot « réfugié » qui concernait principalement les Sud-Américains avait de fortes connotations positives. En 2020, le même mot porte des stigmates intensément négatifs.

**La neutralité des mots est inexistante.**

**Il se livre au sein des courants idéologiques un affrontement sémantique, une guerre des mots qui autorise ou non la réalisation et l'adhésion à un projet sociétal.**

# LE DIRE

Tous les mots et toutes les paroles n'ont pas la même légitimité. Le pouvoir des mots réside aussi dans ceux et celles qui s'approprient la parole d'un groupe. Qui parle au nom de qui ? Pour dire quoi ? Avec quelle légitimité ? Qui est autorisé à parler ? Quel temps de parole sera donné ? Qui sera écouté ?

En règle générale, sous couvert d'une meilleure communication, dans les espaces officiels, on choisira un « expert », un académique, un politicien… Au minimum quelqu'un qui possède les règles linguistiques reconnues comme acceptables pour parler des gilets Jaunes, du monde ouvrier, des personnes migrantes, des classes dominées...

Les discours officiels se doivent d'être épurés dans l'expression des récits de vie.

C'est ainsi que des affects trop puissants, tout comme des expressions de révolte peu châtiées qui renvoient vers des vécus dramatiques, violents, intolérables, doivent être bannis dans la communication officielle ou, pour le moins, dénigrés.

L'appropriation des paroles des dominés par des porte-paroles, que ce soit par des tribuns politiques, des journalistes, des spécialistes… renforce l'imposture de la privation de l'expression du dire populaire et piègent les dominés dans une reconnaissance complice voire admiratrice qui leur ôte tout pouvoir d'exercer leur propre forme langagière et d'utiliser leurs mots et leurs types de discours.

Laisser leurs expériences, leurs analyses dans la parole d'autres empêche le langage populaire d'être reconnu comme acte langagier légitime ayant toute sa place dans le champ de la communication officielle.

Celui ou celle qui n'a pas le vocabulaire reconnu n'a pas la structure linguistique attendue, n'a pas le bon accent… n'a pas le droit, ou peu, de prendre la parole dans l'espace public. Pire, il porte le discrédit, voire le mépris.

**Parler est un pouvoir et ne pas posséder les attributs du parler officiel empêche la parole populaire de prendre place dans l'espace médiatique et institutionnel.**



# LE STATUT

De tout temps, les langues ont tenu un rôle stratégique dans la centralisation du pouvoir et dans l'unification de la culture.

L'anglais en est le meilleur exemple. Il s'est imposé dans toutes les strates économiques : des entreprises aux rencontres internationales. Il est devenu la langue universelle des dominants économiques, financiers et politiques.

Les mots influencent des stratégies en imposant des conceptions politiques. On entendra souvent parler des déficits budgétaires, du coût des salaires en omettant de parler de celui des dividendes ou des nombreuses niches fiscales offertes aux entreprises ou au capital…

La langue a toujours été un outil de domination au service des puissants. Elle est aussi un outil d'exclusion.

Les performances du langage représentent des codes et des valeurs sociales et culturelles.

Elles déterminent l'appartenance de classe par le vocabulaire, les accents, les structures linguistiques et l'assurance ou non dans l'expression publique.

Elles excluent par l'utilisation d'un vocabulaire technique ou intellectuel ou par des structures linguistes complexes…

L'analyse idéologique des mots et du statut de la parole est déterminant pour le monde populaire et du travail. C'est la mise en œuvre d'une critique sociale active car elle mobilise l'expression des vécus au quotidien.

Dans un entrepôt de logistique wallon, où la majorité des travailleurs ne parlent que le français, les consignes sont uniquement apportées en anglais et par écrit. Cette suprématie de l'anglais dans le monde économique est un mépris total envers les acteurs et actrices de l'entreprise.

Les échanges langagiers ne sont pas seulement des échanges de communication, ils confortent des représentations sociales, économiques et culturelles.

Ils positionnent chaque locuteur dans un rôle social déterminé et subordonné.

Il n'y a aucune égalité symbolique, il y a une hiérarchie des parlers, du parler de la classe populaire au parler de la classe bourgeoise, du parler des travailleurs au parler des capitalistes, du parler de la femme au parler de l'homme…

**La langue n'est jamais objective, elle prédétermine un statut social.**

CHAQUE ANNÉE, DE MOINS EN MOINS DE MOTS, ET LE CHAMP DE LA CONSCIENCE DE PLUS EN PLUS RESTREINT.

GEORGE ORWELL



MAL NOMMER LES CHOSES, C'EST AJOUTER AU MALHEUR DU MONDE.

ALBERT CAMUS

# POUR CONCLURE

Le langage peut être un outil de fascination et de manipulation, il nous faut dès lors être vigilant·e.

La langue officielle, celle des dominants, véhiculées dans les espaces médiatiques et éducatifs contribue à brouiller le sens et les vérités sociales, pouvant nommer coupables, les victimes d'un système politique et économique.

La langue et les mots qu'elle utilise sont socialement situés. Aucune communication institutionnelle et politique n'est neutre.

L'orchestration des discours n'est pas naturelle, ces derniers s'inscrivent dans des formules où les mots sont, comme le dit Bertolt Brecht, « lessivés » de leur vérité sociale ou historique et il faut rendre aux mots leur signification réelle pour contribuer à l'émancipation collective des classes populaires.

Il est fondamental de corriger systématiquement l'utilisation détournée des mots, valider des modes d'expression moins normatifs et académiques et rendre à la parole populaire ses droits dans l'espace politique et institutionnel.

**La place de la parole des dominés et les sens donnés aux mots doivent faire partie de revendications politiques. C'est une lutte sociale.**

**Car la parole est un acte de vie et les mots en sont son identité culturelle et politique.**




Plus que jamais, Nous devons espérer et nous souhaiter...

2021 DES MEILLEURS

sanitaires
sociaux
environnementaux
culturels
solidaires...

Le monde est secoué et nos certitudes remises en question.
Les temps à venir devront être repensés...

Alors avançons vers 2021,
PLUS QUE JAMAIS SOLIDAIRES ET CONFIANT·E·S
DANS NOTRE PROJET DE SOCIÉTÉ !

L'équipe du CEPAG

www.cepag.be
CEPAGasbl

CEPAG MOUVEMENT d'éducation populaire

CEPAG
MOUVEMENT
d'éducation populaire

Rue de Namur 47
5000 Beez

Tél. 081 25 61 56
Fax 081 26 51 51

cepag@cepag.be
cepag.be

CEPAGasbl